



**COMMUNIQUÉ**  
Paris, le 05/05/2026

## **RADAR : « ILS SONT DEVENUS DINGUES », « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DÉNONCE LA DÉRIVE D'UN SYSTÈME QUI CONFOND SÉCURITÉ ET FISCALITÉ.**

**Alors que l'État ouvre la porte, à partir de 2027, au financement des radars par les collectivités locales, l'association « 40 millions d'automobilistes » tire la sonnette d'alarme. Sous couvert de décentralisation, cette mesure risque d'accélérer encore la prolifération des radars, au détriment d'une politique de sécurité routière cohérente, efficace et acceptée.**

Derrière cette réforme issue de la loi 3DS, un basculement majeur se profile : communes, intercommunalités et départements pourront désormais financer eux-mêmes l'installation de dispositifs de contrôle automatisé, sous validation préfectorale. Une évolution qui fait peser un risque inédit : celui de voir les radars devenir des outils politiques, voire budgétaires.

### **Une confusion des rôles inacceptable**

Pour « 40 millions d'automobilistes », cette réforme franchit une ligne rouge.

« C'est du délire. Ils sont devenus dingues. Celui qui fixe la vitesse ne peut pas être celui qui décide d'installer le radar. On ne peut pas être juge et partie. », déclare Pierre CHASSERAY, Délégué Général de « 40 millions d'automobilistes ».

Si l'État conserve un droit de regard, l'initiative locale introduit une confusion dangereuse entre régulation, contrôle et intérêt financier. À terme, le risque est clair : transformer le radar en levier de gestion locale, au détriment de sa mission première, la sécurité routière.

### **Toujours plus de radars... pour quels résultats ?**

Cette annonce intervient dans un contexte déjà marqué par une inflation continue du nombre de radars en France : près de 4 700 dispositifs étaient en service en 2025, contre environ 4 400 en 2021.

Pourtant, les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Depuis plus de dix ans, la mortalité routière stagne, tandis que les recettes liées aux radars avoisinent le milliard d'euros par an. Une équation que l'association juge intenable

« On a toujours plus de radars, toujours plus d'argent... et toujours autant de morts. Cette équation ne sauve pas de vies. », insiste Philippe NOZIÈRE, Président de « 40 millions d'automobilistes ».

### **Un système rejeté par les usagers**

Au fil des années, les radars ont perdu leur vocation initiale de prévention pour devenir, dans l'esprit de nombreux Français, des instruments de sanction systématique.

Le problème central est aujourd'hui celui de l'acceptabilité. En France, les radars sont massivement perçus comme injustes, notamment lorsqu'ils sanctionnent des dépassements minimes ou des situations jugées piégeuses. Ce rejet fragilise l'ensemble de la politique de sécurité routière, en rompant le lien de confiance entre les conducteurs et les autorités.

À l'inverse, d'autres pays ont su construire un modèle plus équilibré. Résultat : les automobilistes ne se sentent pas piégés mais responsabilisés.

« Au Royaume-Uni, par exemple, le nombre de radars est supérieur à celui de la France, mais leur acceptation par la population est bien plus forte. Pourquoi ? Parce que le système repose sur une logique différente : marges de tolérances plus larges, pédagogie accrue et adaptation des limitations aux conditions réelles de circulation. », souligne Philippe NOZIÈRE .

### Changer de cap : d'un modèle anti-chauffeurs à un modèle anti-chauffards

Pour « 40 millions d'automobilistes », la priorité doit désormais être claire : sortir d'un système de répression généralisée pour aller vers une politique ciblée, efficace et juste. Cela passe également par un renforcement de la présence des forces de l'ordre sur le terrain.

Aujourd'hui, la stratégie repose essentiellement sur la verbalisation automatisée de vitesse, souvent pour de faibles excès. Pendant ce temps, les véritables facteurs d'accidents mortels : alcool, stupéfiants, fatigue, distraction, restent insuffisamment traités.

L'association appelle à s'inspirer des modèles étrangers afin de concentrer les contrôles et les sanctions sur les conducteurs réellement dangereux, plutôt que de pénaliser massivement des automobilistes pour quelques kilomètres/heure au-dessus de la limite.

« Il faut passer d'un modèle anti-chauffeurs à un modèle anti-chauffards. Aujourd'hui, on tape sur tout le monde au lieu de cibler ceux qui mettent réellement des vies en danger. », martèle Pierre CHASSERAY.

L'association appelle ainsi les pouvoirs publics à engager sans délai une refonte de la politique de sécurité routière, recentrée sur la prévention et les comportements réellement dangereux.



[www.40millionsdautomobilistes.com](http://www.40millionsdautomobilistes.com)



@40MA - 40 Millions d'Automobilistes  
@PChasseray - Délégué Général



@40millionsdautomobilistes51

---

→ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.